

LIBERAL
INTERNATIONAL

2022



Rapport Sur L'égalité Des Sexes



LIBERAL
INTERNATIONAL
WIPP INDEX
WOMEN IN POLITICAL PARTIES

D66

TABLE OF CONTENTS

Introduction	2
--------------	---

I. Introduction	3
-----------------	---

- Qu'est-ce que l'Indice des femmes dans les partis politiques (WIPPI) ? ____ 3
- Pourquoi l'inclusivité et la diversité au sein des partis politiques sont-elles l'objet d'une grande importance ? _____ 3

II. Méthodologie	4
------------------	---

III. Résultats De L'index 2022 Des Femmes Dans Les Partis Politiques	5
--	---

- A. Représentation Parlementaire _____ 5
- B. Activités parlementaires _____ 7
- C. Mécanismes intra-parties _____ 8
- D. Codes de conduite _____ 9
- E. Éducation _____ 10

IV. Manuel De Bonnes Pratiques En Matière D'inclusion De L'inclusion De L'homme Et De La Femme Dans Les Partis Politiques	11
---	----

Annexe	12
--------	----

INTRODUCTION



Je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude à tous ceux qui, au sein des partis membres, ont répondu au questionnaire. Cela peut prendre un peu de temps, mais nous espérons que l'enquête vous aidera à suivre les progrès réalisés dans le domaine de l'inclusion des femmes. Ce n'est qu'en disposant des faits que vous pourrez présenter des résultats solides et être plus efficaces en tant que partis. Et la partie la plus importante de cette enquête est certainement que vous, les partis membres, voyez comment vous vous situez par rapport à l'environnement dans lequel vous travaillez.

L'Internationale libérale et notre Commission des droits de l'homme se sont lancées dans cette entreprise pour promouvoir la participation des femmes, car nous savions qu'il s'agissait d'un élément clé pour la réussite des partis membres : un parti politique qui représente toutes les parties de la société a plus de chances de gagner le soutien et les élections.

Même en tenant compte du fait qu'il n'est pas facile de comparer les résultats d'une année sur l'autre, cette enquête montre cependant des tendances inquiétantes, qui nous obligent à nous poser des questions franches.

Parmi les partis ayant répondu au questionnaire, nous constatons que la moyenne de la représentation féminine dans les parlements est inférieure à la moyenne de l'Union interparlementaire (UIP). Même si nous savons que parmi les pays ayant le meilleur score de représentation féminine, il y a beaucoup de pays moins démocratiques, la tendance est inquiétante.

Je m'attends à ce que les partis ayant une forte représentation féminine soient ceux qui participent au WIPPI, et donc la réalité peut être encore plus sombre que ce que nous voyons dans le rapport.

Nous devons donc nous demander sérieusement : que se passe-t-il dans la famille libérale en matière d'égalité ?

Je ne pense pas que les partis membres aient commencé à prendre la représentation féminine moins au sérieux qu'auparavant et que ce soit la raison de ce recul. C'est ce que je crois, car l'enquête montre que la formation des femmes politiques a été plus importante que les années précédentes. Et nous avons le modèle brillant de notre présidente Hakima EL Haïte, qui inspire tant de personnes. Cependant, permettez-moi de dire que beaucoup ont été surpris lors du dernier congrès du LI, lorsque j'étais la seule femme candidate à la vice-présidence du Bureau.

Si la tendance de la représentation féminine est à la baisse, cela peut être dû à des facteurs externes. Protégeons-nous suffisamment les femmes politiques contre la violence, en ligne ou hors ligne ? Même dans les sociétés les plus égalitaires, les attaques en ligne contre les femmes politiques ont entraîné des régressions.

LI s'est engagé auprès du rapporteur spécial des Nations unies sur la violence à l'égard des femmes pour mettre en évidence la prévalence inacceptable de ces comportements inadmissibles. Mais sans le soutien du parti politique, il est rarement possible pour une femme de continuer si elle est harcelée, même si les forces sont extérieures. J'encourage toutes les personnes concernées à utiliser les outils disponibles pour chercher à obtenir la protection nécessaire pour les femmes politiques, par exemple ceux fournis par le National Democratic Institute (NDI).

Un autre facteur externe est bien sûr le fait que dans l'atmosphère politique de plus en plus autoritaire, le discours anti-genre s'est renforcé, comme je l'ai écrit l'année dernière. Ce discours est à la fois une arme pour diminuer la démocratie et souvent un résultat de celle-ci. Dans ce contexte, nous ne pouvons que penser à toutes les femmes d'Afghanistan qui sont privées de leurs droits fondamentaux, notamment le droit à l'éducation et à l'emploi.

En résumé, l'enquête de cette année exige que nous ayons une discussion approfondie sur les questions liées à la représentation des femmes : sommes-nous sérieux, abordons-nous les obstacles de la meilleure façon possible ? En tant que partis, offrons-nous aux candidates le meilleur soutien et la meilleure protection dans un environnement qui peut être hostile ? Et de quelle manière pouvons-nous améliorer le travail avec le WIPPI ? J'espère que nous pourrions unir nos forces à cet égard.

Enfin, je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères à notre responsable des droits de l'homme, Irene Wang, et à ses collègues du secrétariat pour l'excellent travail qu'ils accomplissent dans le cadre de cette enquête et dans tous les autres domaines liés au service des partis membres.

Astrid Thors

Présidente du Comité des droits de l'homme de Liberal International

I. INTRODUCTION

QU'EST-CE QUE L'INDICE DES FEMMES DANS LES PARTIS POLITIQUES (WIPPI) ?

L'Internationale libérale (LI) poursuit sa mission de défense des femmes en politique. En 2019, LI a lancé son indice des femmes dans les partis politiques (WIPPI). Depuis, LI a accompagné cette initiative avec des formations comme Stronger Together à Amman, en Jordanie, des activités à la Commission des Nations unies sur le statut des femmes et l'autodéfense numérique au 75e congrès de LI en Sofia.

Cet outil aide les partis membres du LI à mesurer le niveau de diversité et d'inclusivité au sein de leur parti. Avec l'aide du manuel sur l'inclusivité, les partis ont la possibilité de renforcer l'inclusivité et la diversité au sein de leurs structures grâce à des sessions de formation spécifiques.

En fournissant ces résultats, l'objectif de l'Internationale Libérale est d'aider ses partis membres à promouvoir une plus grande participation des femmes en politique, ce qui, selon les recherches, profite aux partis politiques, aux pays et aux gouvernements.



POURQUOI L'INCLUSIVITÉ ET LA DIVERSITÉ AU SEIN DES PARTIS POLITIQUES SONT-ELLES L'OBJET D'UNE GRANDE IMPORTANCE ?

L'inclusion significative des groupes marginalisés et des femmes dans les partis politiques marque une rupture avec les normes de pouvoir traditionnelles et patriarcales qui sous-tendent les styles de leadership et les hiérarchies de pouvoir au sein des structures organisationnelles. Elle renforce la légitimité des gouvernements démocratiques représentatifs.

Les quotas, les sièges réservés aux candidates, les ailes des femmes et les conseils de la diversité au sein des structures des partis politiques n'auront de sens que s'ils permettent aux femmes d'exercer du pouvoir et de l'influence dans les rangs des partis. Comment changer la société - ainsi que les cultures et organisations politiques - pour que la diversité des dirigeants devienne la norme plutôt que l'exception ?

Si l'égalité des sexes et la diversité en politique revêtent une importance symbolique, elles jouent également un rôle essentiel dans le développement d'une culture et d'une réalité politiques plus conformes aux valeurs libérales et aux obligations en matière de droits de l'homme. La recherche indique que le genre exerce une influence distincte sur les priorités politiques ; là où il y a un déficit de représentation féminine dans les partis politiques, il y a un déficit de représentation politique démocratique. Tout porte à croire que l'élection d'un plus grand nombre de femmes a pour corollaire une augmentation de l'élaboration de politiques qui mettent l'accent sur la qualité de vie et reflètent les priorités des familles, des femmes et des minorités ethniques et raciales.



II. MÉTHODOLOGIE

L'objectif principal du WIPPI est de fournir aux partis politiques libéraux du monde entier un outil d'évaluation de l'inclusivité des partis politiques fondée sur le genre. Cet indice peut être utilisé pour évaluer l'état actuel du parti et pour évaluer les défis existants et galvaniser le changement dans les structures et politiques internes du parti afin de faire du parti politique en question un lieu inclusif pour les membres représentant tous les groupes de la société.

L'index utilise une enquête d'auto-évaluation qui évalue l'état de l'inclusion dans un parti politique. L'enquête couvre une série de sujets qui sont importants pour le travail de chaque parti politique : la représentation parlementaire et les activités parlementaires, les mécanismes de prise de décision au sein du parti, les codes de conduite pour les membres ou les responsables du parti, et les activités de formation au sein du parti.

Ce rapport présente les résultats de l'enquête 2022 sur les femmes dans les partis politiques. Étant donné que les systèmes électoraux diffèrent à travers le monde et peuvent influencer la manière dont les partis entrent au Parlement et y travaillent, il tient compte de ces différences dans les systèmes électoraux et dans les niveaux de représentation parlementaire.

La troisième enquête annuelle LI WIPPI a été ouverte aux partis membres de LI entre février et avril 2022. Pour chaque parti, trois représentants différents du parti ont rempli l'enquête individuellement afin de garantir l'exactitude des rapports.

Les résultats des différents partis sont strictement confidentiels. Ils sont donc présentés à un niveau généralisé et selon le regroupement géographique et le système électoral. Les réponses proviennent de partis d'Asie, d'Afrique, d'Europe et de la région MENA.

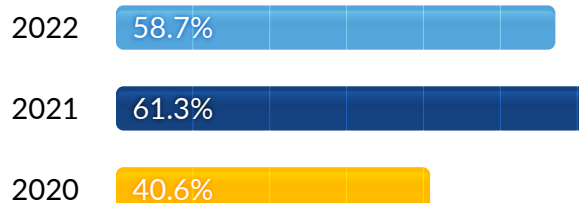
L'enquête Index est structurée en fonction du système électoral parlementaire et les questions sont adaptées en conséquence. L'enquête couvre la représentation parlementaire proportionnelle, majoritaire, mixte et nulle (quel que soit le système électoral). Les quatre catégories électorales sont représentées parmi les partis ayant répondu à l'enquête WIPPI 2022.

Voir l'annexe I pour la méthodologie de l'enquête WIPPI.

III. RÉSULTATS DE L'INDEX 2022 DES FEMMES DANS LES PARTIS POLITIQUES

Cette section présente les résultats du WIPPI 2022. Les parties ont obtenu cette année un score moyen de 58,7 % pour le WIPPI, contre 61,3 % en 2021 et 40,6 % en 2020.

Cette année, le taux de réponse au WIPPI a été de 30,7%, et la collecte de données a inclus pour la première fois des réponses de parties du Moyen-Orient. Avec beaucoup de nouvelles parties soumettant au WIPPI pour et des données manquantes des parties qui avaient soumis des réponses l'année dernière mais n'ont pas réussi à le faire cette année, les changements dans les scores rapportés ne peuvent pas être interprétés comme une preuve définitive d'une tendance.



Des résultats plus détaillés sont présentés par catégorie : Représentation parlementaire, Activités parlementaires, Codes de conduite, et Éducation.

A. Représentation parlementaire

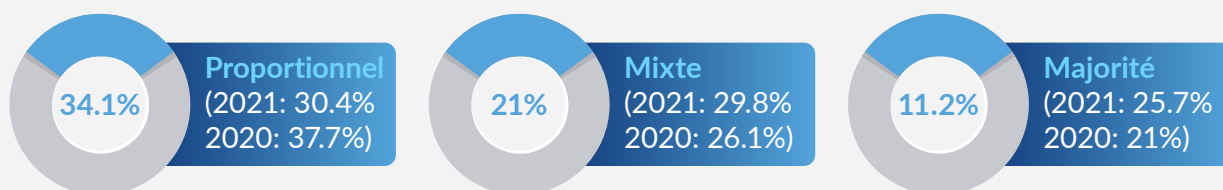
Le pourcentage de femmes parlementaires dans un pays est une statistique souvent utilisée pour montrer la (non) représentation politique des femmes. Selon l'Union interparlementaire (UIP), cinq pays ont désormais la parité ou une plus grande proportion de femmes au parlement, contre trois en 2020 : Le Mexique et le Nicaragua ont rejoint Cuba, le Rwanda et les Émirats arabes unis.

Pour les partis membres de LI qui ont participé à cette collecte d'informations, il existe un large éventail de représentation parlementaire féminine. Le parti ayant la plus forte proportion de femmes parlementaires comptait 71% de femmes dans son groupe parlementaire, tandis que le parti ayant la plus faible représentation n'avait aucune femme parlementaire.

Le pourcentage moyen de femmes parlementaires pour les partis ayant répondu au WIPP 2022 était de 25,2%. Ce chiffre est inférieur à la moyenne mondiale de femmes parlementaires dans les parlements, que l'UIP estimait en 2021 à 26,1%.

Le rapport 2021 de l'Union interparlementaire sur les femmes au Parlement indique que le pourcentage moyen de femmes au Parlement est de 21,1 % en Asie (2020 : 20,7 %), 30,4 % en Europe (2020 : 26,2 %), 29,2 % en Afrique subsaharienne (2020 : 26,2 %) et 18,6 % dans la région MENA (2020 : 22,4 %).

Les résultats diffèrent selon les systèmes parlementaires :



Le nombre moyen de femmes parlementaires par système d'élection parlementaire le plus élevé a été constaté parmi les partis opérant dans des systèmes électoraux proportionnels. La plupart de ces partis sont actifs dans les pays européens.

Le résultat moyen le plus faible a été constaté parmi les partis opérant dans les pays à système majoritaire. La plupart de ces partis sont actifs en Afrique et en Asie.

Ces tendances sont cohérentes avec la suggestion que les systèmes électoraux ont un impact significatif sur la représentation des femmes. Gallagher (2021) explique la faible performance des candidates dans les systèmes électoraux majoritaires :

"La raison pour laquelle [la représentation proportionnelle] facilite l'élection de femmes au Parlement réside principalement dans les circonscriptions plurinominales rendues nécessaires par [la représentation proportionnelle]. Dans le cadre d'un système [majoritaire] à circonscription uninominale, les sélectionneurs de candidats pourraient hésiter à choisir une femme comme candidate unique du parti, sous l'excuse, réelle ou non, qu'ils pensent que certains électeurs seront moins enclins à voter pour une femme plutôt que pour un homme. Mais lorsque plusieurs candidats doivent être choisis, il est non seulement possible mais aussi positivement avantageux qu'un ticket comprenne à la fois des hommes et des femmes, car une liste exclusivement masculine de cinq candidats ou plus risque de s'aliéner certains électeurs. " (399)

Les partis ayant répondu ont indiqué qu'en moyenne 31,8 % des sièges dans les organes parlementaires tels que les conseils, les caucus et les groupes étaient attribués à des femmes parlementaires (33,4 % en 2021).

Répartition des allocations pour les femmes parlementaires entre les sujets "durs" et "doux" :

- 13.6% "sujets durs" : affaires intérieures et police, armée et services secrets, finances publiques et économie.
- 27,2% "sujets doux" : éducation, culture, protection et soins sociaux, planning familial
- 59% Répartition égale entre les sujets "durs" et "doux".

Les partis fonctionnant dans des systèmes proportionnels ont le plus souvent fait état d'une répartition égale et étaient principalement situés en Europe, tandis que les partis fonctionnant dans des systèmes majoritaires ont le plus souvent fait état d'affectations à des sujets mous.

Les partis qui ont répondu sans représentation parlementaire ont été interrogés sur le pourcentage de femmes parmi leurs candidats parlementaires lors de la dernière élection. Ils ont indiqué une faible moyenne de 20,3%. Cela ne permet pas de savoir si ces candidates ont été sélectionnées pour des sièges gagnables ou si elles ont été placées en haut de la liste du parti. Les partis sans représentation parlementaire sont présents en Afrique, en Asie et en Europe.

B. Activités parlementaires

Cette section examine combien de lois et/ou de motions et d'amendements d'un parti ont été présentés par des femmes parlementaires. Elle exclut les partis répondants sans représentation parlementaire, car ils n'exercent pas de telles activités parlementaires.

Le score moyen
était de 38,9%

(40,4% en 2021, 42,7% en 2020)



C'est dans cette catégorie que les partis ont déclaré avoir le plus de mal à répondre correctement aux questions en raison du manque de données. La plupart des parlements n'enregistrent pas les données sur le nombre de motions et d'amendements présentés par les députés d'un parti au cours d'une année et sur le fait qu'ils aient été présentés par des hommes ou des femmes.

Cette année, cette section est également celle où les réponses des répondants individuels d'un même parti diffèrent le plus. Même si tous les partis ont répondu, les incohérences entre les répondants individuels sont suffisamment importantes pour rendre les résultats largement insignifiants.

Si de nombreux partis politiques tiennent des registres sur la représentation et l'activité des femmes au sein des organes du parti, des données similaires ne sont pas enregistrées pour les activités parlementaires.



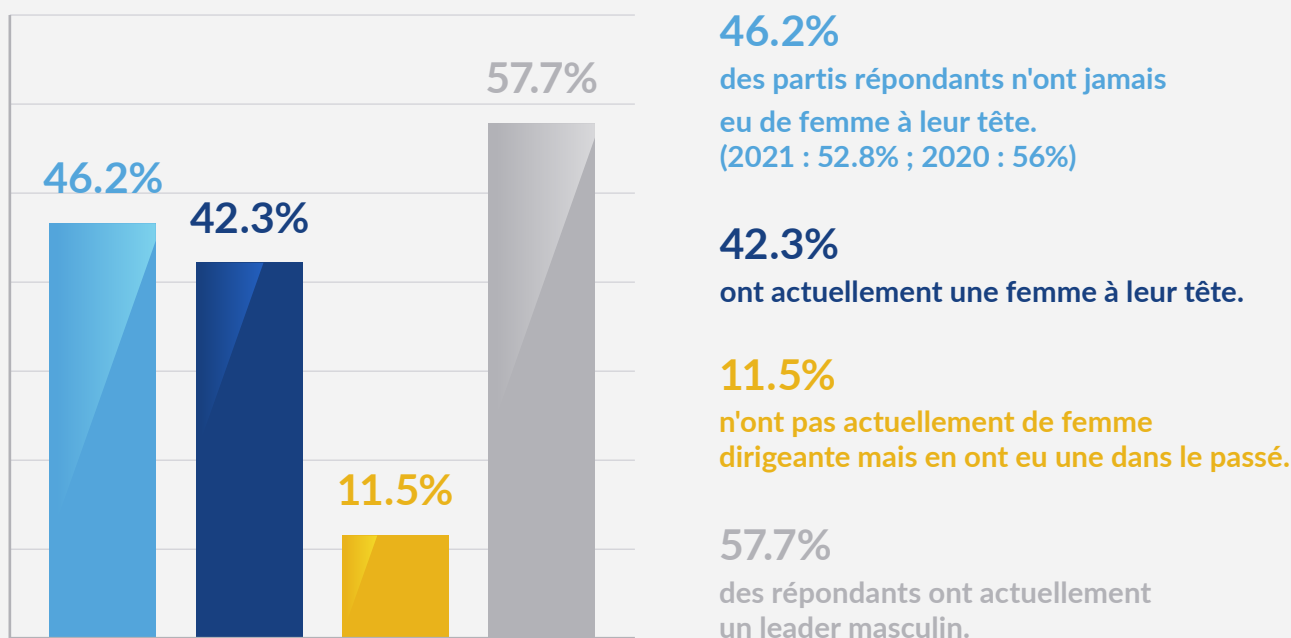
C. Mécanismes intra-parties

Les personnes interrogées devaient indiquer comment la direction du parti est élue, si des mécanismes tels que les quotas sont utilisés pour la gestion du parti, et si le parti dispose d'une aile féminine et ont obtenu un score moyen de 43,8% (2021 : 46,5% ; 2020 : 46,4%).

Leadership féminin

Outre le nombre de femmes parlementaires, le leadership féminin d'un parti peut indiquer la pertinence et l'inclusion des femmes dans un parti politique. La présence de femmes à la tête d'un parti démontre que les femmes possèdent des qualités essentielles pour réussir en politique et constitue un catalyseur pour une acceptation plus large et une autonomisation des femmes politiques à des postes de direction.

46,2 % des partis qui ont répondu ont eu une femme chef à un moment donné de leur histoire. Le pourcentage de partis ayant répondu qui ont actuellement une femme chef est passé à 42,3 % cette année, contre 33,3 % l'année dernière.



56,3 % des partis ayant répondu dans des systèmes proportionnels et 66,7 % des partis dans des systèmes de représentation mixte ont déclaré avoir un historique de leadership féminin. 33,3 % des partis ayant répondu dans des systèmes électoraux majoritaires ont fait de même.

72% des partis ont déclaré avoir une aile féminine, soit moins que lors de la dernière enquête. Parmi les partis ayant une aile féminine :

- 57,9% ont déclaré que leurs ailes féminines n'étaient "pas si influentes", ce qui signifie qu'elles ne sont consultées que parfois sur les décisions du parti et que leur influence est relativement efficace.
- 26,3% ont déclaré avoir des ailes de femmes "très influentes" qui sont consultées sur la plupart des décisions du parti et exercent une forte influence informelle et/ou formelle.
- 15,8% ont déclaré que leur aile féminine n'exerçait aucune influence.

D. Codes de conduite

Une autre étape importante dans l'application des différentes stratégies de non-discrimination est la mise en œuvre d'un code de conduite formel dans les documents directeurs du parti.

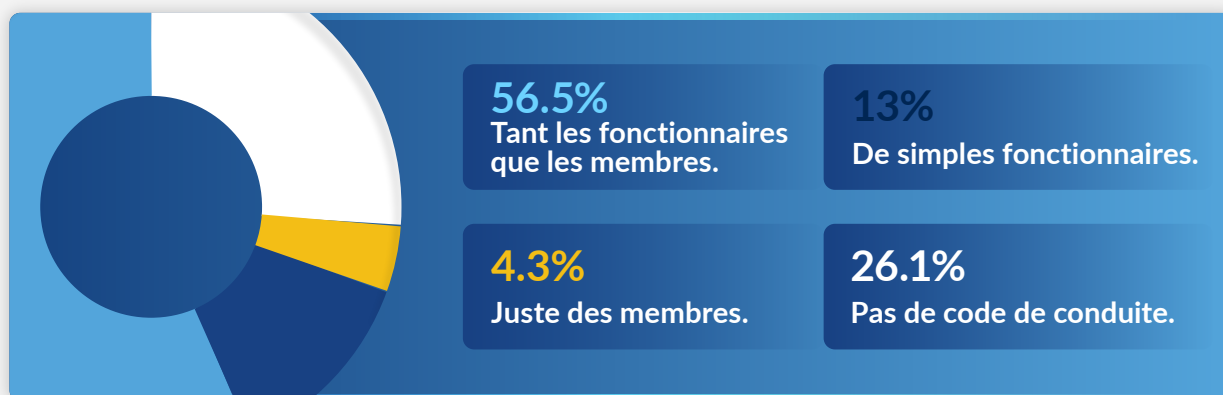
Les codes de conduite peuvent interdire explicitement les comportements et les discours sexistes, indiquer comment les responsables et/ou les membres du parti doivent se comporter lors des événements organisés par le parti, protéger les femmes contre les attaques et les procédures inégales de nomination des candidats lors des élections, et préciser comment traiter les cas de comportement discriminatoire au sein du parti. Ils constituent un outil politique essentiel pour consacrer l'appartenance des femmes à la culture politique et atténuer les climats potentiels d'intimidation et d'exclusion sexiste en politique.

Il s'agit de la sous-catégorie où les parties ayant répondu au WIPPI ont obtenu les résultats généraux les plus élevés, avec une moyenne de 55,6% (2021 : 58,9% ; 2020 : 58,1%).

Il a été demandé aux personnes interrogées si leur parti avait un code de conduite, comment il était appliqué, et si ce code de conduite comprenait des clauses de non-discrimination.

Les personnes interrogées ont également répondu si le parti dispose d'un code de conduite éthique pour le comportement lors des événements du parti et s'il s'applique aux responsables du parti, aux membres du parti ou aux deux. En outre, les personnes interrogées ont indiqué s'il existait des mécanismes permettant de signaler les cas de harcèlement et/ou de discrimination fondés sur le sexe et le nombre de cas enregistrés au cours des trois dernières années.

84,6 % (2021 : 60 %) des partis ayant répondu disposent d'un code de conduite éthique qui s'applique à leurs fonctionnaires et le plus souvent aussi à leurs membres :



Lorsque les parties ont déclaré suivre un code de conduite, 68,4 % de ces codes comprenaient une clause de non-discrimination concernant certains ou tous les membres des minorités sexuelles, ethniques, raciales, religieuses ou autres et des groupes vulnérables.

Application de la loi

Un code de conduite éthique doit être appliqué pour avoir un impact significatif.

96,4 % des partis ayant répondu disposent d'un organe chargé de traiter les transgressions des membres du parti, telles qu'un comportement inapproprié de ses membres en public (par exemple, un comité disciplinaire, un conseil d'éthique, etc.) Parmi ces partis, 64,3% ont indiqué que s'il y avait un cas de harcèlement et/ou de discrimination fondée sur le sexe, ce cas pourrait être signalé à cet organe.

Si la plupart des parties ont élaboré un code de conduite, il existe moins de possibilités de signaler et de sanctionner les auteurs de harcèlement et/ou de discrimination fondés sur le sexe.

E. Éducation

Les Parties ont obtenu un score collectif de 57% pour l'éducation interne et le renforcement des capacités (2021 : 48,1% ; 2020 : 54,5%. Ce chiffre doit être considéré dans les contextes géopolitiques et de santé mondiale actuels qui peuvent avoir eu un impact sur les rassemblements et les formations organisés.



Il existe une forte tradition de renforcement des capacités dans de nombreux partis libéraux, et beaucoup de membres du LI organisent régulièrement des programmes de formation sophistiqués pour leurs membres et leurs candidats. 59,3 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles offraient des formations de renforcement des capacités exclusivement destinées aux femmes, telles que des programmes de leadership féminin ou des formations réservées aux candidates.

La plupart des partis qui proposent des formations exclusivement destinées aux femmes fonctionnent dans des systèmes proportionnels.

IV. MANUEL DE BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'INCLUSION DE L'HOMME ET DE LA FEMME DANS LES PARTIS POLITIQUES

Au-delà des chiffres : Building Inclusive Political Parties for Success est le manuel sur l'inclusivité fondée sur le genre lancé en novembre 2019 lors de la 203e réunion du Comité exécutif de LI à Fès, au Maroc.

Le manuel présente les meilleures pratiques recueillies à partir de l'expérience des membres du LI à travers une série de forums d'experts, où les participants se sont réunis pour discuter de nombreuses questions soulevées dans ce rapport. Il s'appuie également sur des sources universitaires pour recommander des outils et des méthodes qui se sont avérés efficaces pour accroître la participation politique des femmes dans différents contextes.

Dans ce manuel, les parties peuvent trouver des recommandations pour des actions futures. LI présente ce rapport et le manuel afin d'aider ses membres à évaluer, apprécier et accroître l'inclusion basée sur le genre parmi ses membres. Nous recommandons aux lecteurs de ce rapport de se référer également au manuel qui est disponible sur le site web de LI.



Annexe

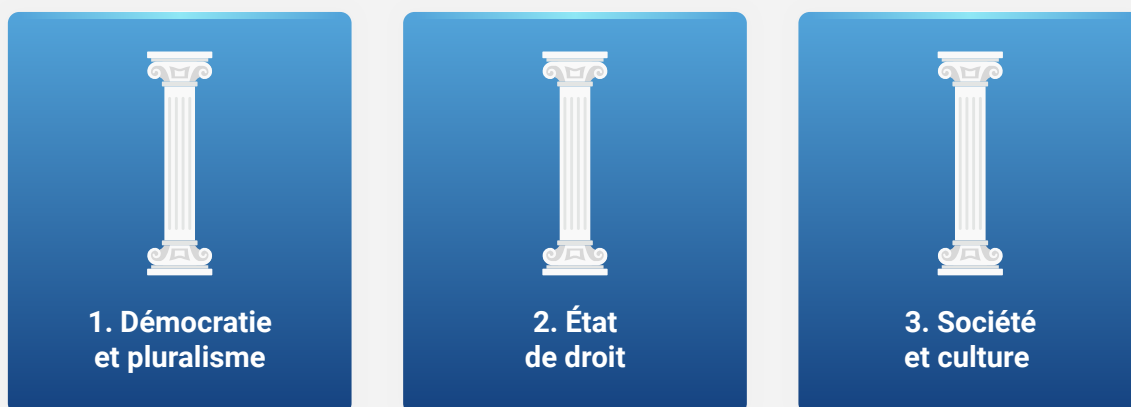
Comment le WIPPI est-il calculé ?

Un score plus élevé dans l'enquête d'auto-évaluation indique un plus haut niveau d'inclusivité pour un parti politique. Pour obtenir un résultat précis, l'enquête est conçue pour être remplie par plusieurs membres d'un même parti afin d'éliminer les biais dans les réponses.

Étant donné que les partis opèrent dans des circonstances sociales, économiques et politiques différentes, et que celles-ci diffèrent selon les contextes géographiques, il est nécessaire d'incorporer des contrôles de référence pour cette variabilité. Le fait d'être actif dans un parti politique d'opposition dans un pays doté de solides institutions démocratiques, de la liberté des médias et de l'État de droit, n'a pas les mêmes effets sur l'autonomisation politique que le fait d'être actif dans un pays doté d'un fort pouvoir autoritaire, d'élections frauduleuses, de médias captifs et d'une faible application de l'État de droit. En outre, il y a moins d'obstacles à l'inclusion dans les partis dans les sociétés où les femmes ont atteint un niveau plus élevé d'égalité avec les hommes.

Le LI WIPPI tient compte de ces variables en incorporant l'indice d'inclusivité de la société (SII).

Le SII est un indice composite qui comprend trois piliers différents :



Le premier pilier couvre le niveau de démocratie et de liberté des médias dans une société, sur la base de quatre indicateurs bien connus : l'indice de liberté dans le monde (Freedom House), l'indice V Dem version 8 (Institut V Dem), l'indice de liberté de la presse (Reporters sans frontières) et l'indice de liberté de la presse (Freedom House).

Le deuxième pilier concerne l'État de droit au sein d'une société, sur la base de l'indice de perception de la corruption (Transparency International), des indicateurs de l'État de droit et de la gouvernance mondiale (Banque mondiale) et de l'indépendance judiciaire, rapport sur la compétitivité mondiale (Forum économique mondial).

Le troisième pilier évalue le rôle des femmes dans la société, sa situation économique et les attitudes qui prévalent à l'égard des femmes et des autres groupes privés de leurs droits. Il se fonde sur l'indice d'inégalité entre les sexes (indice de développement humain, PNUD), l'indice de griefs collectifs/état fragile (Fonds pour la paix), le PIB par habitant en USD PPA (Banque mondiale) et les données du Global Gender Gap Report (Forum économique mondial).



Le score final pondéré du WIPPI est obtenu en multipliant le score d'inclusivité de l'auto-évaluation du parti par la valeur inverse de l'indice d'inclusivité de la société de leur pays.

Le nombre unitaire de la fraction du score SII du pays en question ($1/\text{score SII}$) est multiplié par les résultats de l'enquête d'auto-évaluation, ce qui donne le nombre de points supplémentaires. Ce nombre est ajouté aux résultats de l'enquête et constitue le score WIPPI final.

Le score WIPPI prend donc en compte les mécanismes internes du parti mais aussi l'environnement plus large dans lequel un parti opère, ce qui permet une comparaison raisonnable des partis politiques de différents pays. Par exemple, si un parti au Pakistan compte moins de femmes dans ses rangs et parmi ses dirigeants qu'un parti en Suède, la différence des contextes sociétaux est également prise en compte. Cela peut montrer que le parti pakistanais est plus inclusif qu'à première vue.

Le LI WIPPI fournit bien plus qu'une simple évaluation de l'état actuel de l'intégration de la dimension de genre dans un parti politique. Il peut également aider un parti à identifier ses points de départ les plus forts et les plus faibles, ce qui lui permet de s'attaquer uniquement aux domaines internes qui nécessitent le plus d'attention.

Sous-indices des résultats

Le score final de l'indice peut être divisé en plusieurs sous-catégories, ce qui permet à LI de créer un ensemble de recommandations sur mesure pour chaque partie au fur et à mesure de l'évolution de l'indice.

Ces sous-indices sont :

- 1) Représentation parlementaire - comparaison de l'inclusivité dans la représentation parlementaire avec d'autres partis nationaux.
- 2) Activités parlementaires - évaluation de l'inclusivité dans les activités parlementaires du parti.
- 3) Mécanismes intra-partis - évaluation de la dynamique interne du parti et de l'inclusivité dans les mécanismes de prise de décision tels que le conseil d'administration du parti.
- 4) Codes de conduite - évaluer si les règles et règlements existants favorisent l'inclusion au sein du parti et comment ces codes de conduite sont mis en œuvre dans la pratique.
- 5) Éducation - évaluation de la stratégie d'éducation, des ressources et de l'inclusion dans le renforcement des capacités des ressources humaines au sein du parti.

Published By:
Liberal International

With the support of:
D66 Internationaal
Lange Houtstraat 11
2511CV Den Haag
The Netherlands
internationaal@d66.nl

Edited by: Liberal International

Layout & Design by: Buğra Çelik
All rights reserved



1 Whitehall Place
London
SW1A 2HD
United Kingdom

hrc@liberal-international.org
www.liberal-international.org